



PROGRAMME D'ACTION REGIONAL SUR LA PAIX ET SECURITE

SOUS-PROGRAMME D'ACTION SUR LA GESTION CONJOINTE DE LA SECURITÉ AUX FRONTIÈRES COMMUNES

PROJET NO. 1.1.2

DESARMEMENT DES PASTORALISTES NOMADES ARMES ET LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA ZONE 3

Version finale : 21 Septembre 2006

ORIGINAL: ANGLAIS

1. Le contexte politique de la zone 3: Une analyse situationnelle

La Zone 3 des triangles frontaliers de la Région des Grands Lacs concerne le Triangle Kapototur qui comprend les districts situés au nord-est de l'Ouganda, au nord-ouest du Kenya et au sud-est du Soudan. Cette zone est essentiellement occupée par des pastoralistes appartenant aux groupes ethniques suivants: Karamojong (Ouganda), Pokot et Turkana (Kenya) Toposa (Soudan). Le mode de vie de ces groupes a été déterminé au fil du temps par des conditions climatiques pénibles caractérisées par des températures de plus de 40 degrés centigrade et une pluviosité moyenne de moins de 500 millimètres par an. Les groupes vivant dans cette zone ont développé des mécanismes de survie qui se traduisent par des déplacements saisonniers entre des points d'eau et des pâturages. Ils ont également établi des modes de reproduction sociale bien structurés basés sur les vols de bétail.

Cependant, il y a lieu de souligner l'intensité des vols de bétail qui sévissent actuellement par rapport aux modes de reproduction socio-économique traditionnels de ces communautés. Le fait qu'ils utilisaient principalement des armes traditionnelles signifie que peu de personnes perdaient la vie. Le nombre d'animaux volés restait également faible. Cette situation a changé avec les guerres civiles en Ouganda et au Soudan. Cela a non seulement fait naître l'insécurité, mais également provoqué un afflux d'armes de petit calibre dans la région. Ces groupes ont donc acquis des armes automatiques qui ont changé les rapports de force entre eux, chacun essayant d'acquérir une plus grande puissance de feu avant de lancer des attaques..

L'absence d'une forte présence de l'Etat, d'infrastructures socio-économiques et l'afflux des armes de petit calibre ont avec le temps alimenté et exacerbé de violents conflits dans la région. Les raids et les pillages transfrontaliers ont augmenté en intensité et ont causé des pertes de vie et de moyens économiques. A la différence de la logique traditionnelle d'acquisition de bétail juste pour le prestige, un aspect de commercialisation des raids est venu s'ajouter.

Les violents conflits opposant ces groupes ont entraîné l'arrivée de déplacés internes dans les trois Etats. Du côté kényan du triangle, par exemple, 300.000 têtes de bétail d'une valeur estimée à 3 milliards de shillings kényans, ont été volées entre 1996 et 2002.¹ Au cours de cette même période, 1200 personnes ont perdu la vie. Entre décembre 2002 et mai 2003, les raids ont déplacé 3.779 familles. 250 personnes ont été tuées à cause de situations de violence survenues à cause du déploiement d'armes de petit calibre dans l'ouest du Pokot et dans le district du Trans-Nzoia. Une attaque d'envergure moyenne peut être perpétrée par un groupe comptant jusqu'à 1000 pilleurs armés. On estime que le nord-ouest du Kenya compte 127.519 fusils. Les Karamojong sont supposés posséder environ 100.000 fusils². D'autres groupes pastoralistes voisins du triangle

¹ Kapototur est un mot formé avec les premières syllabes des noms des groupes ethniques vivant dans cette zone: Karamojong, Pokot, Toposa, Turkana.

² Voir Katumanga M., UNECA. Indicators for Monitoring: Progress towards Good Governance, Instrument C3, ACEG, Nairobi: 2003.

comme les Marakwet, les Samburu, les Merille et les Ndongilos possèdent, quelques 40.000 autres fusils, selon les estimations.

L'impact socio-économique de ces violents conflits est illustré ci-après : le 12 avril 2003, 27 pastoralistes sebei (qui vivent à la frontière entre le Kenya et l'Ouganda) ont été tués dans un raid de représailles fomenté par les Pokot. Plus de 300 maisons ont été détruites, des femmes, des enfants et des vieillards tués et 3000 troupeaux de bétail volés.³ Outre les Pokot, les Karamojong se sont également déchaînés. Le 7 mars 2003, les guerriers Karamojong ont tué 11 personnes et en ont gravement blessé 16 dans le District de Pader. Avant cela, ils avaient tué 3 soldats de l'UPDF le 25 février 2003. Le 20 mars 2003, neuf guerriers karamojong ont été tués et plusieurs autres blessés dans une bataille à coups de feu avec l'UPDF. Le 23 mars 2003, 2000 personnes ont été déplacées à cause des raids organisés par les Karamojong ; la plupart d'entre elles se sont retrouvées dans des camps établis dans des centres administratifs.⁴ Le 27 avril 2003, ils ont tué sept marchands alors que les Pokot se battaient contre l'UPDF.⁵ Le 19 avril ils ont tué une femme et déplacé 1000 personnes. Du côté soudanais, se pose en plus le problème des mines terrestres plantées durant la guerre civile, qui continue à limiter le retour des réfugiés chez eux.

Les conflits dans cette zone ont lieu à l'intérieur et à travers les frontières de l'Etat où ces groupes finissent par s'affronter alors qu'ils cherchent à accéder à l'eau et aux pâturages. Les tentatives de désarmement ont eu tendance à venir de l'Etat. Ces groupes traversent simplement les frontières perméables et acquièrent une nouvelle identité. Leur armement a pour effet négatif de faciliter le flux de ces armes vers les zones urbaines où le taux de criminalité a également augmenté⁶. Le terrain difficile, le manque d'infrastructures socio-économiques et la pauvreté qui caractérisent cette zone aggravent cette situation et transforment ladite zone en lieux idéaux pour les vols de bétail, la contrebande, le trafic d'armes de petit calibre et actuellement en voies potentielles pour les activités terroristes. C'est en effet l'absence de l'Etat sur le terrain qui a eu tendance à inciter les communautés de l'endroit à se piller entre elles dans l'impunité la plus totale. A l'instar des autres zones frontalières dans la RGL, la zone 3 ressent un besoin pressant d'instaurer et de maintenir la sécurité humaine, étatique et régionale.

2. Le problème spécifique à aborder

Le défi central dans ce triangle, c'est d'assurer la sécurité pour les Etats, la région et les communautés, en stimulant le développement économique générateur de sécurité. Cette problématique s'articule autour de trois questions principales : Comment ces communautés peuvent-elles être désarmées efficacement sans les exposer à leurs activités prédatrices mutuelles?

³ "Arsonist Sought after Killing 27 Villagers," *Daily Nation*, 13 April 2003

⁴ *The Monitor*, "2000 Displaced," 23 March 2003

⁵ *The Monitor*, "Karamojong Kill 7 Mbale Traders" 27th April 2003

⁶ Le crime a été cité par les hommes et les femmes d'affaires comme la deuxième question majeure qui les préoccupe, après la communication. Un rapport de Habitat-ITUD EA a révélé qu'un sur cinq Nairobiens a la probabilité d'être candidat au crime en 2002, voir Habitat-ITUD EA Report—Strengthening Partnership for a Safer Nairobi.

Comment améliorer la souveraineté de l'Etat, porteuse de sécurité dans la région, et la capacité des communautés à gérer de manière à instaurer et renforcer la stabilité dans ce triangle? Quelles activités économiques peuvent être instituées pour améliorer la sécurité humaine dans le triangle?

3. Objectifs

Le but général du projet est le suivant:

Assurer la sécurité régionale et humaine par le désarmement des groupes pastoralistes, renforcer les capacités de l'Etat et des communautés et promouvoir le développement économique générateur de sécurité.

Pour atteindre le but général, les objectifs suivants doivent être visés:

- a) Promotion et soutien au désarmement conjoint et coordonné des groupes pastoralistes et au déminage dans la zone 3;
- b) Renforcement des capacités des Etats et des communautés en matière de gestion efficace de la sécurité.
- c) Initiation et mise en œuvre des activités économiques qui renforcent la sécurité.

4. Vers des approches régionales à la gestion de la problématique des pastoralistes armés

Il y a eu plusieurs tentatives de contenir les pastoralistes armés dans le passé, mais elles ont toutes échoué. Citons notamment les efforts consentis par le gouvernement kényan pour désarmer les Pokot au milieu des années 80. Même si le gouvernement a récupéré plusieurs fusils, la plupart des Pokot ont fui en Ouganda avec leurs armes. La coopération du Gouvernement ougandais s'était limitée à permettre aux hélicoptères de combat kényans de traverser les frontières à la poursuite des Pokot. Quand il s'est agi de désarmer les Turkana, le risque de les exposer aux attaques des Toposa et des Karamojong, ainsi que l'importance des troupes nécessaires à cette opération, ont entraîné un changement de stratégie.

En janvier 2001, l'UPDF a entrepris une opération semblable contre les Karamojong. On récupéra un total de fusils estimé à 14.000 unités grâce à une stratégie combinée de désarmement volontaire et forcé. Le processus de désarmement forcé a été abandonné ensuite à cause des redéploiements de troupes dans d'autres parties du nord de l'Ouganda et du sud Soudan à la poursuite de l'Armée de Résistance du Seigneur. Le désarmement unilatéral des Karamojong les a immédiatement exposés à leurs «ennemis», les Pokot, facteur à la base de leur réarmement. Les raisons de l'échec des efforts de désarmement résident donc dans leur caractère unilatéral et stato-centrique et sur le fait que ces efforts ne s'appuyaient pas sur des conventions et des accords conclus avec les communautés affectées et n'appelaient pas à leur participation. Ces opérations de désarmement ont laissé les communautés désarmées à la merci de leurs

voisins. La question de l'incapacité de l'Etat à assurer la sécurité se pose également avec acuité. La tâche du désarmement est rendue plus difficile par la nature du terrain, l'absence d'infrastructures, le nombre d'armes impliquées, d'une part, et par l'approvisionnement facile à cause de la nature perméable des frontières et la demande élevée de ces mêmes armes (stimulée par le chômage, les coutumes et le manque d'éducation) d'autre part.

Le mécanisme d'alerte rapide et d'intervention en cas de conflit de l'IGAD (CEWARN) constitue une initiative qui a une pertinence directe pour la Zone 3. Bien que ce mécanisme fournisse des informations sur des conflits imminents et des mouvements y relatifs, il est toujours nécessaire d'y apporter des améliorations lorsqu'il s'agit de prendre des mesures rapides contre de telles attaques. On dénombre aussi plusieurs initiatives des communautés locales elles-mêmes, impliquant les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les Organisations de la Société Civile (OSC). Souvent de moindre envergure certaines d'entre elles peuvent cependant apporter de précieux enseignements utiles pour des applications régionales plus vastes.

5. Justification du projet

A la lumière du contexte décrit dans le chapitre précédent, l'initiative élaborée dans le cadre du processus de la CI/RGL, vise à promouvoir une coopération tripartite dans ce triangle, en vue de résoudre le problème de l'insécurité dans la région, causée par le vol de bétail généralisé. Par conséquent, le projet constitue un autre exemple démontrant comment la gestion conjointe de la sécurité aux frontières communes préconisée dans le cadre de la CI/RGL peut être mise en œuvre afin d'engendrer la sécurité et la stabilité dans la région.

6. Stratégie

La stratégie du projet est basée sur une proposition soumise par les Etats constituant le triangle. Cette proposition comprend essentiellement trois domaines d'intervention, tels que décrits dans les objectifs définis au point 3:

- Désarmement conjoint et coordonné des groupes pastoralistes et déminage dans la Zone 3;
- Renforcement des capacités de l'Etat et des communautés en matière de gestion efficace de la sécurité;
- Initiation et mise en œuvre des activités économiques renforçant la sécurité.

6.1 Désarmement conjoint et coordonné des groupes pastoralistes et déminage

Les pays de la zone ont l'intention d'entreprendre le désarmement simultané et coordonné. A cette fin, il convient de mettre en place un comité de désarmement doté de structures de commande et de surveillance conjointes, en vue de coordonner, superviser et surveiller étroitement le processus de désarmement. Pour accomplir cette tâche, les pays se proposent également d'introduire une cellule de fusion pour l'opération de désarmement et ont l'intention d'adopter des procédures opérationnelles standardisées. Avant cela, il faut assurer la formation et le déploiement des forces de

sécurité dans les zones d'opération. Il importe en outre de déployer et d'équiper des unités spécialisées de façon appropriée. De telles activités devraient être liées aux stratégies visant à éradiquer le trafic international des armes légères et de petit calibre. Il faudrait par conséquent coopérer étroitement avec le projet no. 1.2.1 de la CI/RGL sur la «Coordination des activités et du renforcement des capacités pour lutter contre la prolifération et la circulation illicites des armes légères et de petit calibre», lequel sera mis en œuvre par le Centre régional des armes légères et de petit calibre. D'autre part, il faut établir d'étroites relations avec l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), responsable du Mécanisme d'alerte rapide (CEWARN), couvrant aussi le triangle et capable de fournir des informations utiles sur les mouvements des pastoralistes armés. Lors d'une réunion des CERs et des Etats Membres de la CI/RGL à Addis Abéba en Avril 2006, l'IGAD a exprimé sa volonté de prendre part à la mise en œuvre de ce projet

C'est surtout dans la partie soudanaise du triangle qu'il faut envisager les opérations de déminage. On se réfère à cet égard au projet no. 1.1.4 de la CI/RGL sur le «Déminage et la lutte contre les mines dans la région des Grands Lacs», qui présente un modèle des approches pouvant être adoptées et appliquées en vue de la détection des mines et du déminage.

6.2 Renforcement des capacités de l'Etat et des communautés en matière de gestion efficace de la sécurité

Le désarmement volontaire ou forcé des pastoralistes armés ne peut réussir que si les populations vivant dans les zones affectées sont étroitement impliquées et participent activement à ces opérations. Il faudra donc déployer des efforts pour sensibiliser et mobiliser les populations et les dirigeants locaux et, à cette fin, élaborer une stratégie de sensibilisation et la mettre en œuvre. Ceci doit se faire en étroite collaboration avec les leaders locaux et les institutions traditionnelles. Ces efforts devraient faciliter une coopération entre civils et militaires en vue d'instaurer une communication effective entre les diverses parties prenantes. Ces mécanismes devraient comprendre la mise en place de systèmes de sécurité au sein même des communautés, des systèmes qui impliquent les leaders militaires et communautaires pour retrouver les animaux volés et de les redistribuer, gérer les mouvements effectués à la recherche de pâturages ainsi que l'octroi de droits de pâturage temporaires, créer des zones de pâturage communes et en encourager l'utilisation.

Même si les efforts de sensibilisation et de mobilisation se traduiront par des effets positifs pour toutes les parties prenantes en termes de renforcement des capacités, il faut consolider les capacités des services spéciaux pour instaurer, renforcer et améliorer l'Etat de droit dans la région. Il faudra à cette fin prendre des mesures pour renforcer les capacités des services judiciaires, de la police et des établissements pénitentiaires à court et long terme. De telles mesures devraient également comporter la diffusion d'informations sur les droits de l'homme ainsi que des approches tenant compte des sexes, assurer la participation et l'inclusion effectives des femmes dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités. De même, il convient d'accorder une attention particulière aux besoins et préoccupations spécifiques des jeunes qui sont souvent gravement affectés en tant que victimes et aussi en tant qu'auteurs des crimes, parce que la plupart des combattants armés sont des jeunes gens.

6.3 Lancement et promotion d'activités économiques renforçant la sécurité

On convient largement que n'importe quel type de désarmement des pastoralistes armés devrait être accompagné d'importants efforts de (re)construction des infrastructures sociales et physiques et de création de moyens de subsistance alternative et meilleurs. On propose à cette fin diverses mesures, qui devront s'appuyer largement sur les plans de développement nationaux existants, tout en accordant une attention particulière aux besoins des zones concernées en termes de développement. Nous pensons notamment aux efforts à déployer pour assurer et améliorer l'approvisionnement en eau pour le bétail comme les êtres humains, mettre en place des systèmes d'éducation avec une attention particulière aux besoins des filles et des femmes, ainsi que des services vétérinaires pour améliorer la viabilité et la survie des animaux d'élevage dans la région. Par ailleurs, l'organisation des services de vulgarisation agricole adéquats devra tenir compte des contraintes spécifiques à l'agriculture dans la région

Si ces efforts doivent essentiellement s'inscrire dans des programmes de développement nationaux mis en place dans les zones respectives, les Etats engageront des actions spécifiques dans le triangle pour les compléter, notamment la mise en commun des unités militaires, des corps médicaux et d'ingénierie en vue de soutenir les efforts de reconstruction et de développement, et ainsi contribuer à étouffer le besoin d'armes. On envisage trois types de projets, à savoir: les routes de sécurité frontalière (BOSER), les réseaux frontaliers de sécurité économique et environnementale (BOSEEN) et les réseaux de sécurité sociale frontalière (BOSSON). Il faut noter que le déploiement de ces efforts s'articule autour des actions conjointes menées par les forces armées, les communautés, les départements politiques et administratifs des Etats. Une fois cette coopération acquise, il faudra trois types d'unités, notamment les sections d'unités d'ingénierie, les sections d'unités médicales et une section de cavalerie aérienne. Le besoin d'unité de cavalerie aérienne se justifie par l'analyse historique des guerres inter pastoralistes. Ces communautés ne mènent jamais des raids de vol de bétail à travers les frontières ou à l'intérieur des Etats, lorsque des hélicoptères de combat sont sur le terrain. Leur présence produit un effet psychologique sur les communautés de la zone et les amène à maintenir la paix et à coopérer. En fait, leur présence servira à rassurer toutes les communautés, par le maintien dans la région d'une sécurité partagée.

Routes de sécurité frontalière (BOSER)

Le premier train d'activités de ce projet portera sur la construction de routes de sécurité frontalière (BOSER) à travers les frontières communes. Elles devraient être construites de manière à pouvoir aussi servir de piste d'atterrissage afin d'améliorer la surveillance aérienne. Ces activités auront pour effet immédiat de créer des emplois et de développer le sentiment au sein des communautés des triangles qu'elles sont parties prenantes dans le projet. Celui-ci permettra aussi d'accroître immédiatement la collaboration économique et la gestion de la sécurité frontalière. Pour construire ces routes, nous envisageons d'utiliser les milliers de soldats démobilisés ainsi que la jeunesse sans emploi. Les routes constituent des éléments essentiels pour faciliter la circulation de différentes catégories sociales, notamment des femmes engagées dans des activités commerciales transfrontalières.

L'utilisation de l'armée s'explique par le simple fait qu'elle peut fournir les capacités requises alors que les effectifs restent littéralement sous-employés en dépit des coûts supportés par les Etats pour les former (ressources humaines) et pour acheter le matériel nécessaire (installations effectives). En moyenne, on estime que chaque établissement militaire coûte aux Etats 3 à 4% de leur PIB. L'utilisation de composantes du secteur privé dans certaines de ces zones instables pourrait coûter très cher étant donné le coût de l'assurance.

Réseaux de sécurité économique et environnementale frontalière (BOSEEN)

Le deuxième type de projets porte sur la construction des activités visant à régénérer l'économie et à protéger l'environnement. On trouve des activités telles que la construction de marchés couverts, de canaux d'irrigation, de trous de forage, de barrages, de routes, la protection de l'environnement, notamment le reboisement. Ces éléments se révèlent essentiels lorsque l'on aborde la question de la marginalisation, surtout des femmes, dont la plupart s'engagent dans le commerce transfrontalier.

Réseaux de sécurité sociale frontalière (BOSSON)

Ceux-ci porteront aussi sur la construction d'infrastructures sociales telles que les écoles, les centres médicaux, le forage de puits d'eau et des logements pour abriter le personnel de sécurité et les autres citoyens qui veulent s'installer dans des endroits du triangle. Les unités kényanes ont par exemple procédé au forage de puits et assuré des services vétérinaires ainsi que des soins médicaux aux Karamojong en Ouganda tout comme aux Pokot et aux Turkana au Kenya.

Si les projets BOSER revêtent une importance critique pour les zones entières, les projets BOSEEN et les travaux de construction BOSSON feront l'objet de décisions prises par les Etats individuellement ou dans le cadre d'accords bilatéraux et tripartites. Comme dans le cas des routes de sécurité frontalière (BOSER), les unités centrales qui assureront le lancement de ce processus seront des bataillons d'ingénieurs militaires, des milliers de jeunes au chômage et de soldats démobilisés.

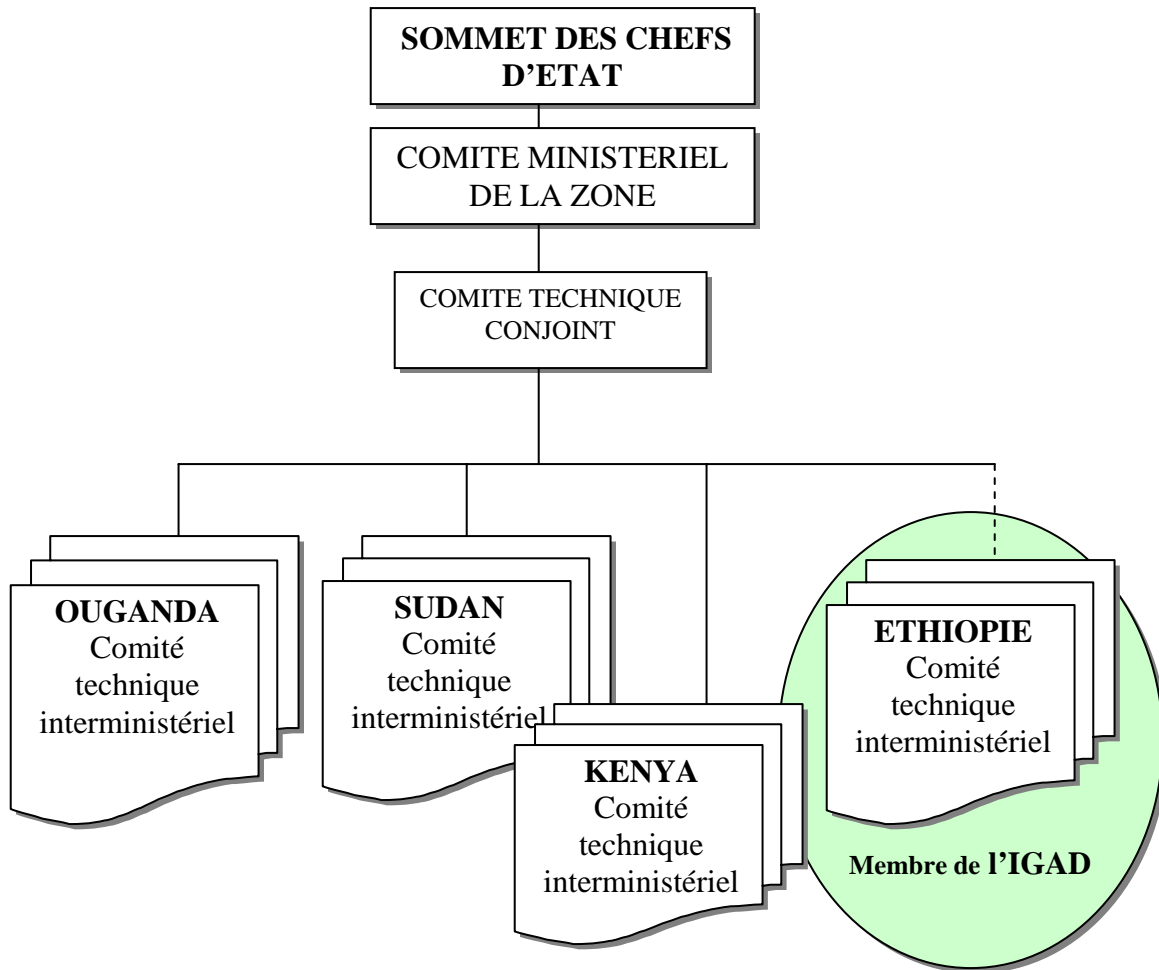
6.4 Cadre organisationnel pour le désarmement et la promotion du développement durable

Les pays de la zone envisagent le cadre organisationnel suivant pour orienter et gérer le projet régional. Ce cadre se base sur les éléments essentiels du futur Mécanisme de Suivi de la CI/RGL, que sont notamment le Sommet des Chefs d'Etat et le Comité Ministériel des zones, lesquels découlent des structures prévues dans le projet no. 1.1 de la CI/RGL sur la Gestion conjointe de la sécurité aux frontières communes. Les Etats dans le triangle peuvent également faciliter l'opérationnalisation des forums envisagés dans ces structures de sécurité des frontières.⁷ Ils auront notamment comme rôle celui d'aider à coordonner les activités de reconstruction, à coordonner les

⁷ Voir proposition de projet sur la gestion conjointe de la sécurité transfrontalière. Voir aussi les structures institutionnelles suggérées dans la proposition de projet présenté par les Etats membres de la Zone au troisième GTTT à Gigiri, Nairobi.

mouvements à travers les frontières et à organiser des forums de sécurité étatique et communautaire. Ces structures faciliteront la mobilisation politique des leaders locaux et d'autres agents départementaux administratifs et de sécurité au sein des districts administratifs pour le désarmement et la reconstruction dans le triangle. Le cadre décrit également la coopération avec l'Ethiopie et l'IGAD en la matière.

FIGURE 1 Cadre organisationnel pour le désarmement dans la zone 3



7. Défis et opportunités du désarmement des pastoralistes armés

On a déjà eu recours, au Kenya dans le passé, aux militaires dans la gestion de la sécurité socio-économique (pour la construction de ponts et de sections de l'autoroute de Mombasa après les pluies torrentielles d'El Niño qui les avaient emportés). Mais jamais encore on n'avait essayé d'utiliser l'armée dans des processus de reconstruction d'une telle envergure dans un triangle. Le risque existe de rencontrer une certaine résistance d'où la nécessité de pouvoir s'appuyer sur une volonté politique. Il conviendrait d'argumenter ici que le développement des zones frontalières grâce à l'utilisation de soldats démobilisés/retraités et des jeunes sans emploi constitue un moyen à la fois bon et sûr de réduire la demande d'armes de petit calibre. Les charges financières apparaissent clairement au niveau du renforcement des capacités, cependant les trois Etats peuvent les supporter.

- ◆ L'autre contrainte vient du fait que les pastoralistes ne ressentent pas la motivation de se désarmer. D'abord, garder un fusil pour l'auto-défense et pour constituer une réserve d'armes présente une valeur pour eux. Il apparaît donc clairement que les Etats de la région doivent s'engager collectivement à maintenir un niveau de tolérance zéro en ce qui concerne la possibilité de faire circuler librement des armes dans la région.
- ◆ Il existe une possibilité de parvenir au désarmement grâce à la confiance qui existe entre les Etats et par le fait que ces communautés ne se battent pas contre les Etats mais plutôt entre elles.

Les possibilités reposent sur le fait que tous les Etats du triangle, avec l'appui de tous les Etats membres de la CI/RGL, cherchent à désarmer les pastoralistes et ont l'intention de promouvoir le développement dans ces zones marginalisées. Aborder et gérer cette noble tâche constituera une autre étape importante vers l'instauration de l'architecture sécuritaire dans la région des Grands Lacs.

8. Valeur ajoutée et bénéficiaires

La valeur des zones de sécurité économique frontalières réside dans le fait que l'on peut les créer immédiatement pour renforcer la pénétration des zones et créer une atmosphère de renouveau économique et un sentiment, parmi les populations, d'être parties prenantes dans le processus. Au niveau opérationnel, elles permettront le développement de relations plus étroites entre les forces de sécurité et les communautés aux fins de la sécurité étatique, régionale et humaine.

Le désarmement puise sa valeur dans le fait que le projet requiert des efforts concertés pour le désarmement dans le cadre du processus de la CI/RGL. D'autre part, il contribue à la création de forums de discussion et au renforcement de la confiance au sein des communautés et des leaders, conditions propices à la poursuite d'un effort conjoint et coordonné de désarmement et de développement. Le projet requiert également le renforcement des capacités institutionnelles des Etats et des communautés locales en matière de gestion de la sécurité d'une part, et de création d'activités génératrices de sécurité d'autre part.

- ◆ Les principaux premiers bénéficiaires sont les communautés vivant de part et d'autre des frontières. Ceci leur permettra de coopérer et d'ajouter de la valeur à leurs ressources communes tout en faisant fi des limites frontalières qui les séparent artificiellement. .
- ◆ Les Etats bénéficieront de l'accroissement, au sein des communautés, des activités économiques génératrices de sécurité. Ils accroîtront aussi leurs assiettes fiscales tout en réduisant les coûts liés à l'insécurité.
- ◆ Autre catégorie de bénéficiaires, des groupes spéciaux tels que les hommes au chômage, les femmes et les jeunes qui seront engagés dans ces activités de construction. Ils auront la possibilité d'avoir un revenu et d'acquérir des compétences.
- ◆ Les institutions militaires de l'Etat gagneront de l'expérience en matière de promotion de la paix.
- ◆ Les collectivités locales pourront également créer des revenus.
- ◆ Les équipes médicales peuvent enfin fonctionner de manière efficace et atteindre les zones isolées, on peut aussi aborder le problème du VIH/SIDA et d'autres pandémies.
- ◆ Le projet permet aux partenaires au développement internationaux de participer aux activités régionales telle que la protection de l'environnement pour le bénéfice des groupes vivant de part et d'autre des frontières.

9. Questions budgétaires

Deux sources principales peuvent assurer le financement de ce projet: les Etats et les partenaires au développement internationaux. Les Etats peuvent puiser dans les ressources normales allouées à ces régions et peuvent aussi accorder un statut spécial à ces zones et leur octroyer des fonds supplémentaires pour la reconstruction. La construction des routes de sécurité frontalière (BOSER), par exemple fait partie des besoins de l'Etat. Leur construction serait facilitée si elles bénéficiaient de fonds alloués au Ministère des Travaux Publics.

Annexe : Liste des Abréviations

ACEG	Association pour l'éducation et les Conseils de Carrières
BOSEENs	Réseaux frontaliers de Sécurité économique et Environnementale
BOSER	Routes de Sécurité frontalière
BOSSONs	Réseaux de Sécurité sociale frontalière
CI/RGL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
IGAD	Autorité Inter-Gouvernementale sur le Développement
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisations de la Société Civile
PIB	Produit Intérieur Brut
RDC	République Démocratique du Congo
REDICOM	Comité Régional de Désarmement
RGL	Région des Grands Lacs
SALW	Armes légères et de petit calibre
SC	Secrétariat Conjoint
SSR	Réforme du Secteur de la Sécurité
UA	Union Africaine
UNECA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPDF	Forces de défense populaires de l'Ouganda
USD	Dollars Etats Unis
VIH/SIDA	Virus de l'Immuno déficience Humaine /Syndrome Immuno Déficience Acquis

V. Cadre logique, Plan de travail et Budget (Version du 21 Septembre 2006)

Intitulé du projet:	Désarmement des pastoralistes nomades armés et promotion du développement durable dans la zone 3																	
Objectif général:	Stabilité régionale et la sécurité humaine assurées par le désarmement des groupes pastoralistes, le renforcement des capacités de l'Etat et des communautés et le développement économique générateur de sécurité dans la région																	
Résultat recherché	Les groupes pastoralistes désarmés; réduction des tensions communautaires dans la zone 3; renforcement de la capacité de l'Etat et des communautés à gérer efficacement les frontières; augmentation des activités économiques génératrices de sécurité.																	
Indicateur de résultat:	Neutralisation des vols de bétail, émergence de cadres de coopération sur la sécurité dans les zones et dans les secteurs, meilleur partage des informations, surveillance coordonnée des frontières, frontières clairement démarquées, émergence d'activités économiques génératrices de sécurité, capacité renforcée de l'Etat pour assurer la sécurité de ses frontières nationales, patrouilles conjointes des frontières mises en œuvre, mesures de sécurité frontalière sensibles aux droits humains, mesures de protection transfrontalière sensibles au genre, protection des communautés transfrontalières et de l'environnement.																	
Stratégie de partenariat:	Le projet appuiera les efforts en cours de l'IGAD, les Commissions inter Etats en place et les initiatives à base communautaire des organisations de la société civile																	
	Résultats anticipés	Activités types	Calendrier												Budget prévu (Total 11.529.650 ⁸ US\$)			
			2007				2008				2009-2011				Parten. Resp.	Ress. finance	Description du Budget	Montant US\$
			T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4				
Objectif 1: Le désarmement conjoint et coordonné des groupes pastoralistes et le déminage⁹ dans la zone 3 sont encouragés et soutenus																		
1.1.1	Coordination accrue entre les structures administratives, politiques et de sécurité de l'Etat en vue du désarmement	Etablir un Comité régional de désarmement et organiser des réunions régulières													Gouv	Gouv	1 réunion initiale pour le financement et 4 réunions de suivi jusqu'à la fin de la 2 ^{ème} année	Sans objet. En cours

⁸ Ce montant n'inclut pas les coûts de l'appui infrastructurel au secteur de la sécurité et des structures judiciaires sous l'objectif 2, lesquels seront fixés sur la base d'une estimation.

⁹ L'aspect de déminage sous cet objectif sera couvert par le projet de la CI/RGL sur le 'Déminage et la lutte contre les mines' (projet 1.1.4) qui prévoit diverses approches à la détection des mines et au déminage.

1.1.2	Indicateurs repères: Niveau de participation au REDICOM # des réunions, niveau d'impact et # des réunions transfrontalières	Organiser en coopération avec l'IGAD et les points focaux nationaux sur les armes légères, des réunions avec les leaders politiques, communautaires et les chefs de la sécurité au Kenya, en Ouganda et au Soudan, sur le désarmement															Gouv		6 réunions transfrontalières @ 10.000 \$US chacune	60.000
1.1.3		Convoquer des réunions régulières des chargés de l'administration et de la sécurité aux frontières															Gouv		12 réunions transfrontalières à tour de rôle dans les pays @ 10.000 \$US chacune	120.000
1.2.1	Les communautés sont sensibilisées et supportent la campagne de désarmement Indicateurs repères: # des armes sont volontairement remises aux autorités, réduction du crime armé	Maintenir la communication permanente entre les leaders politiques et communautaires et les organisations de la société civile sur les besoins en matière de désarmement transfrontalier															Gouv OCS	NFP SALW	Fait partie du mandat des chargés d'administration	Sans objet
1.2.2		Déploiement militaire et campagne de désarmement conformément aux plans coordonnés des gouvernements															Gouv	Gouv		Sans objet

Objectif 2: Les capacités de l'Etat et des communautés pour une gestion efficace de la sécurité sont renforcées

2.1.1	Les communautés s'impliquent pleinement dans la gestion de la sécurité aux frontières <u>Indicateurs repères:</u>	Concevoir une stratégie de sensibilisation pour le désarmement et la gestion de la sécurité aux frontières														Gouv		1 expert pour 30 jours – 10.500 \$EU, autres frais 3000	13.500
2.1.2	# des participants formés # des réunions de suivi # des messages de sensibilisation # des participants aux meetings publics # des réunions de suivi communautaire tenues par les leaders	Développer des concepts pour la formation des communautés en gestion de la sécurité aux frontières, y compris l'inventaire des structures existantes, l'élaboration du programme de formation, l'identification des structures et le personnel, et le mécanisme de financement														Gouv.		3 experts(Sécurité , développement, etTravaux communautaires) pendant 3mois	94,500
2.1.3		Formation des communautés à travers les multiplicateurs et suivi														Gouv.		Quatre stages de formation - 100 multiplicateurs @ 25.000 \$EU par réunion 300.000 \$US pour les efforts de sensibilisation entrepris, au sein des communautés, par les multiplicateurs formés	

2.2.1	Les services judiciaires et agences de mise en application des lois au niveau local sont formés et équipés Indicateurs repères: Rapport SSR élaboré, # des participants suivant la formation, réduction du niveau de violation des droits humains, # des femmes agents de police,	Mener une enquête et identifier les besoins en vue de la réforme du secteur de la sécurité au niveau local (services judiciaires, prisons, commissariats de police)																Gouv.		1 Expert pour 30 jours – 10.500 \$US et 3000 \$US pour	13.500
2.2.2		Appui infrastructurel aux institutions du secteur de la sécurité au niveau local sur la base d'une évaluation																Etat + parten. bilatér.		aucun	n/a
2.2.3		Séminaires sur les droits humains et le genre à l'intention des personnels des services judiciaires et de la sécurité, avec la participation des OSC, des jeunes et des femmes																ONG et autres institutions		1 séminaire dans chaque pays pour 20 officiels et 10 représentants des OCS, chacun 3 jours @ max 10.000 \$US,	30.000

Objectif 3 : Appuyer l'initiative et la mise en œuvre des activités économiques génératrices de sécurité

3.1.1	Les infrastructures économiques locales sont reconstruites et entretenues par des unités conjointes civiles et militaires Indicateurs repères: # d'éléments construits dans les zones frontalières, # des travailleurs, niveau d'utilisation par les communautés locales	Etablir 3 centres de formation et former les volontaires communautaires en construction d'infrastructures génératrices de sécurité																Gouv.		3 centres de formation avec équipements, @ 30.000 \$EU chacun	90.000
-------	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------	--	---	--------

3.1.2		Déployer des unités d'ingénieurs militaires en vue de la formation des civils et la construction conjointe des routes de sécurité frontalière, des hangars de marché, des forages, des centres de santé, des écoles, de barrages, des voies d'eau, etc.												Gouv.		Personnel fait partie du projet de gestion de la sécurité aux frontières/développement des zones frontalières Matériel, fournitures, tubes, ciment, transport – 6.660.000	6.660.000
3.2.1	Meilleure protection de la population contre d'autres vols de bétail	Prévoir des mesures militaires de prévention et de dissuasion contre le vol de bétail; des patrouilles; la surveillance aérienne												Etat		Hélicoptères, entretien, véhicule, carburant etc. - coûts pris en charge par l'Etat	Sans objet
3.3.1	Les combattants et les femmes sont engagés dans des activités prospères génératrices de revenus Indicateurs repères: # de jeunes, de combattants et de femmes formés, # de petites entreprises créées, niveau de production agricole, # de combattants faisant le plaidoyer pour le désarmement et un moyen de vie alternatif	Assurer l'éducation et la formation professionnelle aux combattants désarmés et aux femmes,												Partenaires internationaux, ONG		15 projets locaux d'éducation et de formation à l'intention de 15.000 participants	3.000.000
																Sous-total	10.481.500

		10 % - Imprévis	1.048.150
		TOTAL GENERAL¹⁰	11.529.650

Budget détaillé
Cliquez sur l'icône ci-dessous

Microsoft Excel
Worksheet

¹⁰ Ce montant n'inclut pas les coûts du soutien infrastructurel au secteur de la sécurité et aux services judiciaires sous l'objectif 2, lesquels seront déterminés sur la base d'une évaluation.